

EN BREF

NOUVEAU TEXTE ADOPTÉ
À LA PLACE DU CPE

FRANCE Les députés ont adopté hier la proposition de loi UMP sur «l'accès des jeunes à la vie active en entreprise» qui remplace le contrat première embauche (CPE). L'adoption du texte s'est faite par 151 voix pour et 93 contre. Les groupes UMP et UDF ont voté pour. Les groupes PS et PCR ont voté contre. Ce texte, fruit de négociations entre le gouvernement, l'UMP, parti majoritaire, et les partenaires sociaux pour sortir de la crise du CPE, prévoit la mise en place d'un dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. La loi, fruit de négociations entre l'UMP et les partenaires sociaux pour mettre un terme à la crise ouverte par le CPE, prévoit la mise en place d'un nouveau dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. Son coût est estimé à 150 millions d'euros pour 2006. AFP

LES FARC NIENT
LEUR IMPLICATION

ATTENTATS À BOGOTA Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, guérilla marxiste) ont démenti hier avoir commis les attentats à la bombe dans des autobus à Bogota. Ces attaques ont fait trois morts la semaine dernière. Qualifiant ces attentats «d'action terroriste d'Etat», le porte-parole du mouvement rebelle, Raul Reyes, a accusé les «services de renseignement d'être à l'origine de ces crimes». Les deux attentats, commis jeudi dernier contre deux autobus remplis de passagers avaient tué trois personnes. Selon les autorités, ces actions sont l'œuvre de milices urbaines des FARC. Par ailleurs, M. Reyes a répété, à moins de deux mois de l'élection présidentielle, qu'il n'y aurait «pas d'échange (d'otages), ni de dialogue» avec l'actuel président Alvaro Uribe, candidat à la réélection et «représentant de l'ultra-droite conservatrice». ATS

Irom Sharmila, l'égérie d'Indiens affamés de libertés

ASIE DU SUD • Au Manipur, Etat du Nord-Est indien en guerre, la société civile appuie la lutte d'une femme qui jeûne pour la paix.

MARC-OLIVIER PARLATANO

Deux mille cinquante-deux jours le 13 avril: le plus long jeûne politique du monde. Au Manipur, Etat du Nord-Est indien, l'activiste Irom Sharmila refuse de s'alimenter par la bouche depuis l'automne 2000. Seul fil de vie, la sonde nasale qui la nourrit. A l'hôpital d'Imphal, chef-lieu du Manipur, cette femme de 34 ans dénonce par ce moyen extrême l'AFSP (*Armed Forces Special Powers Act*), loi d'exception donnant les pleins pouvoirs à l'armée dans cet Etat jouxtant la Birmanie.

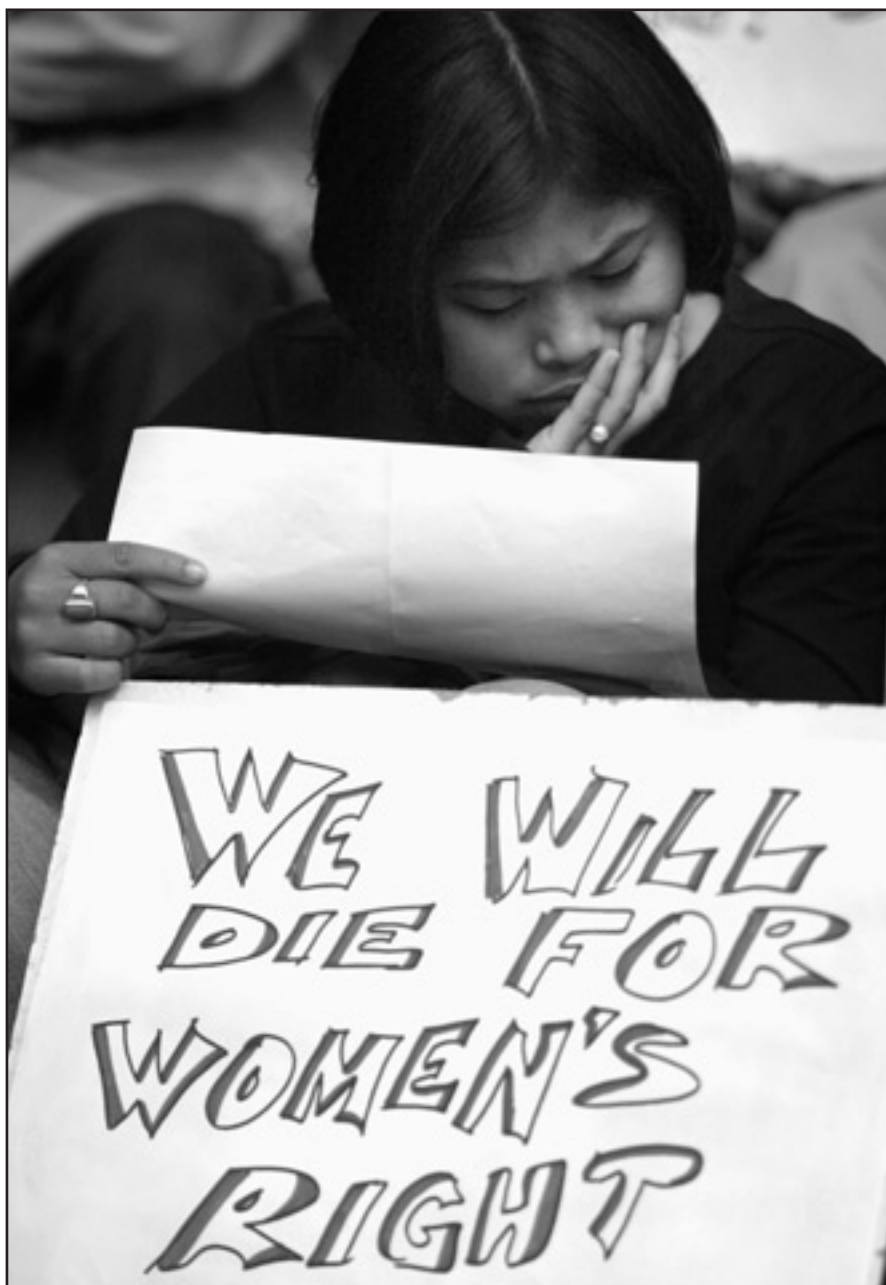
La tuerie de novembre 2000

Il y a le feu au Manipur: vingt maquis y affrontent l'armée indienne depuis plus de 50 ans. L'AFSP, depuis 1958, autorise à tirer sur tout individu suspecté d'être un insurgé. D'où des drames comme celui du 2 novembre 2000: ce jour-là, un convoi d'*Assam Rifles* (fusiliers d'Assam) subit une attaque, et en représailles tue dix civils qui attendaient le bus, résume l'étudiant Vachan*. Sharmila a dès lors entamé son jeûne. Entre-temps, elle a été ajoutée à la liste des 1000 Femmes pour le Nobel de la paix. Fin mars, la cinéaste indépendante indienne Kavita Joshi lui a rendu visite. Un court-métrage de Kavita Joshi sur le conflit au Manipur a été primé dans un festival de cinéma du Kerala (Inde du sud) en février. Des médias indiens ont déjà parlé de la longue lutte de l'activiste, mais Irom Chuna Sharmila demeure peu connue en Europe.

Des richesses convoitées

Mais la route est longue. Le Manipur ne trouve pas la paix. Au contraire. Ainsi, du 21 février au 2 mars, Naobi Chanu, une jeune enseignante, a été détenue, battue et violée¹. Si le 4 mars, cinq policiers ont été suspendus (le gouvernement régional mène une enquête), la tension ne baisse pas. Blessures par balles et morts violentes surviennent presque chaque jour dans l'Etat.

Du coup, la vie s'en ressent: «Imphal n'a de ville que le nom, raconte Ajita*,



Manifestation de soutien à Irom Sharmila. KEYSTONE

qui y est née, tout croule, l'électricité et l'eau courante manquent.» Elle affirme que Delhi monte les ethnies les unes contre les autres afin de diviser pour régner, de vider des zones entières en vue de les exploiter sans «générateurs». Car le

Manipur recèle un trésor: «Imphal est assis sur du gaz naturel et de l'uranium», relève Ajita. Le sous-sol cache aussi de l'or noir. Rien d'étonnant à ce qu'«Ajita ne voie pas dans les maquisards des «rebelle», mais des personnes luttant pour leurs droits, et ses droits à elle, donc.

Le rêve d'un référendum

Quoique la guérilla elle-même s'entretienne. Le peuple naga, habitant également l'Etat indien voisin du Nagaland et le Nord-Ouest birman, réclame l'indépendance de tous les siens, y compris des Nagas du Manipur. Si la rébellion naga gagnait, le Manipur disparaîtrait, ou se verrait réduit des deux tiers... Par ailleurs, au Nagaland, un armistice court jusqu'en août entre Nagas et armée indienne². Le Nagaland s'en sort mieux, à ce jour, que le Manipur.

Le Manipur, malade en coma dépassé? A Imphal, non; la combativité des gens ne s'émousse pas, à l'image de la figure «iconique» de Sharmila qui poursuit son jeûne, fidèle à l'*ahimsa*, la non-violence prônée par Gandhi. De plus, malgré la guerre qui traîne, la société civile ose rêver: le 28 mars, à Imphal, cinq ONG ont tenu un meeting. Elles veulent un vote sous l'égide de l'ONU au Manipur et incitent à s'unir par-delà les clivages tribaux dans le dessein de réaliser ce projet. Utopique, dans le climat politique et militaire actuel, certes, mais au moins, au Manipur, une poignée de citoyens ne se résignent pas aux coups de fusil. Voilà bien les «Sharmilas» de ce bout du monde³. I

*Prénoms fictifs

¹Lire *Le Courrier* du 8 mars

²Le chercheur John Parratt a publié *Wounded Land, Politics and Identity in Modern Manipur*, Mittal, Delhi, 2005, 252 pp. Le Manipur, ancien royaume dirigé par des maharajahs, est pris en 1891 par les Britanniques. Il se rebelle en 1917 et 1939 puis est rattaché à l'Inde en 1949

³Des centaines de Manipuris ont défilé à Delhi le 4 avril, dénonçant ce viol et celui de dizaines de femmes manipuris du peuple autochtone des Hmars

La Djiboutienne décédée au commissariat a été inhumée

ANNEMASSE • Alors que les résultats d'une seconde expertise médico-légale sont toujours attendus, 80 personnes ont participé hier aux obsèques de Kadra Bodo.

Après un moment de prière à la mosquée, Kadra Bodo a été inhumée hier dans le carré musulman du cimetière d'Annemasse. Une célébration qui s'est déroulée dans le calme et le recueillement en présence d'environ 80 personnes, essentiellement des proches et des membres de la communauté djiboutienne.

Le corps sans vie de Kadra Bodo, Djiboutienne de 32 ans, avait été retrouvé le 7 mars dernier, pendu dans une cellule du commissariat d'Annemasse (lire notre édition du 1^{er} avril). Si la première autopsie n'avait constaté aucune trace de violence, et conclu au suicide, le juge d'instruction a finalement donné suite à la demande de Claude Bodo, le mari de la victime, qui réclamait une seconde expertise médico-légale. «C'est un geste important de la justice qui n'y était pas contrainte», observe Michèle Blanc, l'avocate de Claude Bodo. Compte tenu de tout ce qu'a vécu cet homme, cela va peut-être pouvoir le rassurer.

Réalisée le 7 avril dernier à l'institut médico-légal de Lyon, les résultats de cette nouvelle autopsie n'ont pour l'heure pas été communiqués. Si Michèle Blanc a du mal à imaginer des conclusions différentes, elle n'en reste pas moins en proie au doute quant aux conditions exactes de la mort de Kadra Bodo. «Je n'arrive pas à admettre qu'elle ait pu se pendre avec son pantalon, accroché à la lucarne de la porte d'une cellule de dégrisement. Je ne comprends pas comment

cela est possible. Qui plus est, sans que personne ne se rende compte de rien.»

A Annemasse, les conditions de la disparition de la jeune femme et l'attitude des autorités à la suite du drame continuent d'entretenir bien des interrogations. La semaine dernière, lors d'une conférence de presse initiée par la section locale de la Ligue des droits de l'homme, trois personnes d'origines étrangères sont venues témoigner de mauvais traitements ou d'abus de pouvoir infligés par la police locale. Interrogé au début du mois sur d'éventuelles dérives du commissariat d'Annemasse, le procureur du Tribunal d'Annemasse, Hervé Robin, avait alors affirmé n'être au courant d'aucun comportement de ce type, arguant n'avoir reçu aucune plainte à ce sujet.

Pour que toute la lumière soit faite, Claude Bodo n'exclut pas de déposer plainte pour homicide involontaire. La commission de déontologie de la sécurité, et la commission «Citoyens, Justice, Police», toutes deux indépendantes, ont déjà été saisies. Par ailleurs, le comité de soutien du couple Bodo affirme que trois autres personnes seraient décédées dernièrement par pendaison dans les commissariats de Grenoble et de Saint-Etienne. En contact avec les proches de ces victimes, le comité envisage une prochaine manifestation coordonnée sur les trois villes concernées. JÉRÔME RIVOLLET

TCHAD

Les rebelles se rapprochent de la capitale

Les rebelles tchadiens du Front uni pour le changement (Fuc) n'étaient plus hier qu'à une heure et demi de route de la capitale N'Djamena, selon des sources françaises. Le gouvernement avait annoncé peu avant avoir mis fin à leur offensive.

Signalés mardi dans la région de Mongo, à moins de 400 km à l'est de la capitale tchadienne, des rebelles ont été repérés hier en fin d'après-midi par des chasseurs français à environ une heure et demie de route de N'Djamena.

Des éléments de l'armée tchadienne ont opéré une sortie en direction de cette colonne. «Il semblerait qu'il y ait eu des accrochages» dans une localité à l'extérieur de N'Djamena, a indiqué le ministère français de la Défense, qualifiant la situation de «très évolutive».

Ces informations ont contredit les propos rassurants tenus le matin même par le ministre de la Défense Bichara Issa Djadallah. Celui-ci avait assuré que les troupes fidèles au président Idriss Deby Ito avaient stoppé l'avancée des rebelles en les chassant de la ville de Mongo, qu'ils avaient pris mardi.

«La situation est sous contrôle», a insisté Bichara Issa Djadallah, affirmant que les rebelles étaient «encerclés de partout».

Un porte-parole du Fuc a catégoriquement démenti les propos du ministre. «Mongo n'a pas été reprise par l'armée tchadienne, c'est complètement faux», a déclaré Abdoulaye Abdelkerim, membre du bureau exécutif du Fuc. «Nous sommes plus près de N'Djamena qu'hier», a poursuivi Abdoulaye Abdelkerim, se refusant à préciser les positions des rebelles.

Principal soutien du président Deby dans cette crise, la France a haussé le ton hier en condamnant toute «tentative de prise de pouvoir par la force». De leur côté, les Etats-Unis se sont dits «profondément préoccupés».

Le dispositif militaire français au Tchad, qui regroupe 1200 hommes, a été placé en état d'alerte et 150 soldats français basés à Libreville sont arrivés hier en renfort dans la capitale tchadienne «à titre de précaution».

Ces événements interviennent à trois semaines de l'élection présidentielle du 3 mai, dont M. Deby, au pouvoir depuis 1990, est le grand favori en l'absence de candidats de l'opposition, qui boycottent le scrutin.

Les attaques lancées ces derniers jours par les insurgés du Fuc, qui veulent renverser le président et sont soutenus par le Soudan, ont pour objectif d'empêcher le scrutin. ATS